

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19432 - 75ÈME ANNÉE

Nouvel exemple du retard pris par La Réunion à cause de la Région présidée par Didier Robert

Accueil triomphal pour le train à Maurice



Cela ferait sans doute plus que 5 ans que La Réunion aurait dû vivre les scènes qui se déroulent actuellement à Maurice. En effet, la mise en service du train depuis le 22 décembre est un triomphe. Cette avancée est interdite aux Réunionnais à cause de la politique de la Région Réunion qui a préféré stopper le chantier du tram-train, et détourné l'argent obtenu par Paul Vergès pour le construire sur le chantier d'une route en mer impossible à réaliser. Le re-

tard de La Réunion se creuse vis-à-vis de ses voisins, alors que ces derniers sont des pays indépendants et non pas des départements français bénéficiant de larges transferts publics venus de France et d'Europe. C'est une conséquence de la politique de la Région Réunion présidée par Didier Robert !

Le Métro léger a été ouvert aux voyageurs le 22 décembre dernier à Maurice. Il sera gratuit pendant deux semaines afin de donner l'oc-

casion au plus grand nombre de Mauriciens de découvrir, ou redécouvrir le train. Dans « l'Express », la parole est donnée à ses nouveaux usagers du rail :

« Il est 15 heures, ce lundi 23 décembre. Sous un soleil de plomb, Isoop Auckbarally guette avec impatience l'arrivée du train à la station de Beau-Bassin. À ses côtés, son petit-fils, Sufyan, âgé de quatre ans, assis sur un banc. Trois sifflements et le train fait son apparition en gare. Nos deux voya-

geurs s'y installent rapidement. Une première riche en émotion pour cet homme de 79 ans.

Le septuagénaire nous raconte qu'il n'avait que dix ans quand il voyageait à bord des trains mauriciens. « J'allais à l'école primaire à Rose-Hill. On avait aussi des excursions. Je voyageais en train de Rose-Hill à Curepipe pour m'y rendre. Le métro me fait revivre cela aujourd'hui », confie-t-il, à son retour, peu avant 16 heures.

Cela fait jaillir d'autres souvenirs vécus, cette fois-ci, à bord du métro en Angleterre. « Là-bas, c'est bien plus rapide et les voies sont souterraines. À Maurice, le train était bondé. Heureusement, un passager a cédé sa place à mon petit-fils. C'est intéressant. De Beau-Bassin, on est arrivé à St-Louis en 15 minutes », avance Isoop Auckbarally.

À sa descente du train, Sufyan est tout sourire. Il nous fait part de sa joie d'avoir voyagé en métro. Idem pour Mohinee Keesoonah, baby-sitter âgée d'une quarantaine d'années, et Malloo Rajcoomari, femme au foyer, habitant Beau-Bassin. Pour elles, la balade fut plus longue. Car embarquées à 11 heures à Rose-Hill, elles en ont profité pour faire du shopping à Port-Louis jusqu'à leur retour à 15 heures.

« À l'aller, nous étions debout. Il fallait s'agripper. On se sent un peu drôle. On était comme dans une vague. Ce n'est pas comme dans un autobus », précise Malloo Rajcoomari. Pour sa part, Mohinee Keesoonah avoue avoir ressenti quelques petites secousses aux arrêts et lors du démarrage, mais pas lors du trajet retour. À bord, la plupart des passagers semblaient fascinés par la vue et multipliaient photos et vidéos, affirment les deux femmes. « Je ne pensais pas que je ferai cette expérience. J'ai souvent vu le métro à la télévision. Comme je voyage en autobus, on est souvent confrontés aux embouteillages. En train, c'est une voie plus rapide », ajoute la baby-sitter. »

Sous-développement à La Réunion « grâce » à la Région

Fanfares dans les gares, Danses du Lion... les animations rivalisent d'originalité pour saluer le retour du train à Maurice. Ceci montre aux Réunionnais ce qui est interdit pour eux. En effet, les Réunionnais n'ont pas le droit d'avoir un moyen de transport moderne, rapide, écologique et pas chers. Ils doivent rester dans le sous-développement caractérisé par le monopole du tout-automobile avec sa pollution, son gaspillage de ressources, ses pertes de temps et d'argent. Mais tout ce sous-développement profite à quelques-uns. Ce sont les intérêts de cette infime minorité que la Région Réunion a voulu protéger en arrêtant le chantier du tram-train qui avait été lancé sous la présidence de Paul Vergès.

L'illustre prédécesseur de Didier Robert à la présidence de l'institution avait en effet obtenu de la France les crédits nécessaires pour assurer la reconstruction du chemin de fer qui, comme à Maurice, avait été fermé depuis plusieurs décennies. En janvier 2007, l'État signait avec la Région le contrat qui prévoyait le financement de deux grands chantiers : tram-train et nouvelle route du littoral. Sur la lancée de la réussite de la route des Tamarins, c'était l'espoir de sortir du sous-développement grâce au retour du train, qui s'inscrivait dans une politique d'autonomie énergétique.

Mais cette politique se heurtait au lobby des énergies fossiles : EDF construisait sa centrale thermique, Albioma importait du charbon, les transporteurs craignaient la concurrence du train, tandis que les compagnies pétrolières et les importateurs de véhicules ne voyaient pas d'un bon œil l'arrivée d'un mode de transport jugé comme concurrent.

Les partisans des énergies fossiles trouvèrent un allié de poids en la

personne de la majorité régionale issue des élections de 2010. Une des premières décisions fut de stopper le chantier du tram-train. Le président de Région Didier Robert comptait en effet utiliser les financements obtenus pour deux grands chantiers afin de les transférer sur une hypothétique route en mer. Près de 10 ans après cette décision, il apparaît clairement que cette route ne pourra jamais être finie car les matériaux nécessaires à son achèvement ne sont pas disponibles à La Réunion. Au lieu d'un train et d'une route, les Réunionnais n'auront ni l'un ni l'autre.

Le sous-développement terreau du clientélisme

Mais le mal est fait. L'argent prévu pour reconstruire le train a été gaspillé à d'autres fins.

Pendant ce temps, Maurice a construit son train. Son projet a même démarré après les premiers coups de pioche du chantier du tram-train. Et ce sont les Mauriciens qui ont inauguré leur train alors que La Réunion avait sous Paul Vergès plusieurs années d'avance. Mais tout ceci a été gaspillé au nom d'une politique faisant la part belle au maintien de La Réunion dans le sous-développement, ce qui est un terreau favorable aux politiques clientélistes sur lesquelles comptent certains élus pour se maintenir au pouvoir. Le tram-train a été sacrifié par cette politique. Le retour du train à Maurice montre le résultat. Pendant que nos voisins vont de l'avant, La Réunion stagne dans le sous-développement alors qu'elle est un département français et bénéficie non seulement des milliards de la France mais aussi de l'Europe.

M.M.

Derrière les smartphones en cadeau à La Réunion, l'exploitation des enfants à Madagascar

La Réunion a pour particularité d'avoir le statut de région de l'Union européenne et de se situer en Afrique, entre Madagascar et Maurice. Elle est donc très proche géographiquement et culturellement d'un pays qui est parmi les plus exploités au monde. Cette exploitation se manifeste notamment par l'extraction de minerais indispensables à l'électronique. C'est le cas du mica, un composant des téléphones mobiles. Avant de faire partie d'un cadeau offert à l'occasion des fêtes à La Réunion, il est extrait de la terre par des enfants de moins de 5 ans à Madagascar. Plus de 10.000 enfants sont victimes de cette exploitation, qui prospère sur la misère imposée à l'écrasante majorité de la population.

«Plus de 10 000 enfants, les plus jeunes âgés d'à peine 5 ans, sont employés à Madagascar dans des mines de mica, un minéral résistant à la chaleur utilisé dans l'électronique et l'automobile. Ces mineurs représentent la moitié de la main-d'œuvre employée dans les mines du secteur selon l'enquête publiée par Terre des Hommes et le Centre de recherche sur les multinationales.

Au terme d'un an d'investigations dans 13 mines du sud-est de la Grande Ile, les deux ONG ont documenté en détail les « conditions de travail rudes » imposées à ces enfants. En raison de leur petite taille, la plupart sont chargés de creuser les puits et les tunnels dont ils extraient ensuite le mica.

Les plus jeunes sont affectés au tri des plaques de minéraux.

« Ils souffrent du dos, de maux de tête dus à la chaleur et au manque d'eau, et sont victimes de blessures aux mains et aux pieds tous les jours », écrit le rapport. Nombre d'entre eux sont aussi « exposés aux particules de poussière de mica qui provoquent toux et des maladies des poumons ». Ces mineurs sont pour la plupart envoyés au fond des mines par leur famille, à la recherche d'un complément de revenu.

Selon l'enquête, le salaire quotidien octroyé aux travailleurs du secteur – entre 27 centimes à 3 euros – ne suffit souvent pas pour un repas quotidien.

Madagascar est le troisième producteur mondial de mica, pour un revenu estimé dans le rapport à 5,8 millions d'euros (6,5 millions de dollars) en 2017. La Grande Ile en est récemment devenue le premier exportateur de la planète en devançant l'Inde. L'essentiel – 87% – de la production mondiale est achetée par la Chine, selon l'Organisation des Nations unies (ONU).»

Commentaire

Cet extrait d'un article d'Epoch-Time publié le 26 novembre dernier rappelait cette réalité imposée par le système capitaliste dominant. Madagascar est le premier exportateur mondial de mica, et le troisième producteur. C'est un composant indispensable à la

construction de machines telles que les smartphones qui sont offerts au pied du sapin de Noël à La Réunion. Cette richesse extraite de la terre malgache donne un salaire mensuel compris entre 8 et 90 euros par mois au mineur, dont la moitié sont des enfants de moins de 5 ans. Ce sont eux qui sont affectés aux travaux les plus dangereux car ils peuvent atteindre directement le gisement.

A la différence de la plupart des régions de l'Union européenne, qui sont situées naturellement en Europe à 10.000 kilomètres d'ici, La Réunion fait partie du continent africain, car elle se situe entre Madagascar et Maurice. A moins de 1000 kilomètres du smartphone emballé dans un paquet cadeau, prêt à être offert, un enfant de moins de 5 ans travaille comme un esclave au fond d'une mine. Sans lui, ce smartphone à bas coût n'existerait sans doute pas. Or, il est clair que n'importe qui peut se passer d'un tel cadeau !

La lutte contre les inégalités dans le monde reste un grand défi du 21^e siècle. En effet, comment justifier qu'un enfant né à Madagascar n'ait pas les mêmes droits que son homologue réunionnais ? Comment aussi expliquer que des industriels achètent ce minerai tout en sachant que ce sont des enfants privés d'école qui l'ont extrait ?

Gageons que ce siècle voit se lever une génération de jeunes Réunionnais qui aura la conscience de lutter contre ces inégalités.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Gouvèrnman la Frans : in gouvèrnman pou lo gran kapital

Mé zami, moin la fine viv in bon koup de tan. Si tèlman sak i rèss pou viv lé sirman pli kourt sak moin la fine pass dsi la tèr. Lé konmsa, lé konmsa é na poin pou trakasé ; lo zour v'arivé pou lèv lo pyé é zour-la va lèv lo pyé . La vi sé sa !

Mé par l'fète la pa dsi sa mi vé anparl azot. Mi vé anparl azot dsi gouvèrnman La Frans, in gouvèrnman n ou lé blijé siporté vi k'la pa nou la shoizi ali. Mé an touléka, mi koné li lé kapab... Fé prann a nou po d'shanm pou pla kouvèr, makaroni pou la bouji, savon pou fromaz.

Si mi rapèl bien, dann mon zénès bann la droit-la nou téi apèl sa MRP-Sin-Lé téi apèl sa bann fasis !-An touléka, zot pli gran tré d'karaktèr sé ké zot lé mantèr konm in rashèr d'dan, dsi zot program, dsi sak zot i apèl zot réform é tout lo tranbléman. Dayèr i oi sa bien dsi la réform rotrète é sak i tienbo azot o kouran i oi bien : nout zoinal la déza an parlé é la pa zordi mi sava anparl sa dann détaye. Antouléka sak moin lé sir gouvèrnman-la li gouvèrn pou lo in pur san bann rish rish mèm, pliské rish.

Parèye pou réform lo fran CFA : bann moun l'afrik i vé fini avèk sa, donk Macron i mont dsi zot shoival épi li sava dann l'afrik mèm konplis avèk bann maryonète li la mète o pouvoir pou détourn la réform. Nou va rovir la dsi san tardé pars so kou isi mi pans li nora fortafèr avèk bann jenn l'Afrik. Pars banna la di zot l'asé èk sa é kan mi di l'asé la pa a moityé é mésyé Macron mi pans va antann parlé.

Moin té anvi dir gouvèrnman nou néna sé in gouv èrnmann sharjèr d'lo, mé la pa sa, sré plito in gouvèrnman pou lo gran kapital é fyèr pou son bann mové z'aksyon.

Justin